Le Salon Pollutec s'ouvre dans un contexte agité

MYRIAM CHAUVOT (HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=324) | Le 27/11 à 06:46 | Mis à jour à 09:43

70.000 participants, élus, représentants de collectivités, industriels et professionnels de l'environnement vont se retrouver pour quatre jours. Pollutec, qui se tient à Lyon tous les deux ans, fête les 40 ans de sa création, en 1978. - *Myriam Chauvot*

Eau, air, sols, déchets, énergie... Pollutec, le Salon de la gestion de l'environnement, ouvre ce mardi à Lyon. Elus et industriels s'y retrouvent sur fond de changements climatique et législatifs tandis que la Chine se ferme aux déchets étrangers.

Eau, air, déchets, sols, efficacité énergétique, la gestion de l'environnement dévoile ses nouveautés et les collectivités présentent leurs projets à Pollutec, qui ouvre ses portes ce mardi à Lyon. 2.200 exposants et plus de 70.000 participants de tous les horizons, élus, représentants de collectivités, industriels et professionnels de l'environnement sont attendus à cette édition 2018, à laquelle la secrétaire d'Etat Brune Poirson se rendra mercredi. Cette année le Salon fête ses 40 ans et présente une figure bien différente de ses débuts. Il s'est internationalisé, sur les 27 pavillons de cette édition 2018 il y a 15 pavillons de pays et le Salon a lancé son premier sommet international.

« Pollutec avait été créé à l'origine autour de l'eau et des déchets, mais les gestionnaires ont aujourd'hui des problèmes globaux de préservation de l'environnement , résume sa présidente, Stéphanie Gay-Torrente. *Pollutec y répond par une approche globale, en étant devenu au fil du temps le seul Salon rassemblant toutes les thématiques environnementales, avec des solutions préventives et plus seulement curatives ».*

Carcan français

Mais le traitement de l'eau et celui des déchets restent encore les secteurs phares, d'autant que leur actualité est agitée. Côté eau, la France tient actuellement les Assises nationales, dont les conclusions sont attendues en janvier, sur la façon de protéger cette ressource menacée par le réchauffement climatique. Mais la France n'en est pas à une contradiction près et le gouvernement n'a toujours rien fait pour assouplir la réglementation restreignant la réutilisation des eaux usées (le « re-use »).

Ainsi, Nereus, une des vingt PME en compétition dans la vitrine de l'innovation organisée par Pollutec, a mis en place dans un restaurant d'Anvers son équipement régénérant en eau potable 85 % des effluents. *« Contrairement à d'autres unités d'extraction présentes sur le sol français où la loi ne permet pas une consommation propre de l'eau récupérée, les clients de ce restaurant* [d'Anvers, NDLR] *auront le choix entre boire l'eau du réseau d'eau classique ou celle issue de la valorisation des effluents »*, souligne Nereus.

Côté déchets, le projet de loi issu de la feuille de route économie circulaire (Frec) passera en conseil des ministres le

22 février. Elle promet quelques bouleversements qui mobilisent la fédération des recycleurs, Federec. La France est aussi agitée par une tourmente bouleversant le recyclage mondial : la fermeture de la Chine. Plastiques, papier-carton, textiles, etc. : en 2017 la Chine a interdit l'importation de 24 types de déchets étrangers, 16 types supplémentaires seront bannis à la fin de 2018 et 16 autres à la fin de 2019.

L'affaire a été **le révélateur de la face obscure du recyclage (https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0302420293269-lasie-contraint-les-recycleurs-europeens-a-etre-plus-performants-2214105.php)** . Depuis 1992, la Chine « avalait » près de la moitié des déchets mondiaux produits. Ce que les pays développés appelaient « recyclage » consistait souvent à lui expédier des containers de déchets mal triés. Selon une étude des Nations unies, seulement 9 % des déchets ont été recyclés dans le monde en 2016. Résultat : les poubelles de l'occident débordent et le prix des matières premières recyclées a dévissé.

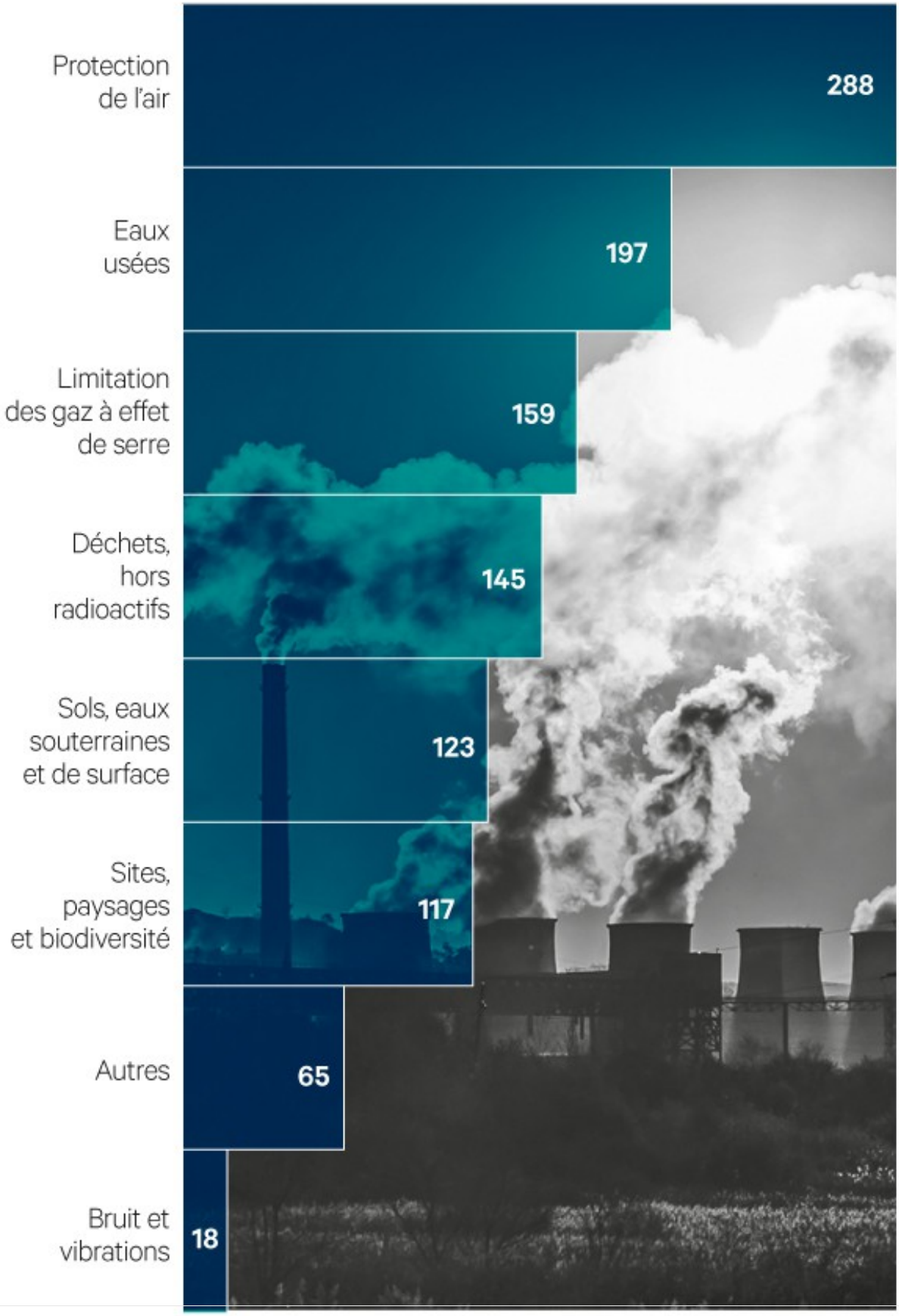
En France, *« la situation est alarmante, dans l'Est et en PACA les déchets commencent à s'accumuler le long des routes,* avertit le président de Federec, Jean-Philippe Carpentier. *Du fait de la Chine et de la reprise économique qui a accru le volume de déchets, on a des tonnages sans débouchés et les incinérateurs sont saturés. Il faut accroître d'urgence les autorisations préfectorales d'enfouissement ».*

La gifle des industriels

Et travailler à des débouchés locaux. *« O n travaille à développer une industrie européenne du recyclage et à incorporer dans les produits industriels plus de matières recyclées »*, assure Emmanuel Katrakis chez Euric, la Confédération européenne des entreprises de recyclage. Ca pourrait passer par la manière forte. Car Pollutec s'ouvre sur **une gifle des industriels à Bruxelles (https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/0600021689044-les-entreprises-investissent-moins-dans-la-protection-de-lenvironnement-2216032.php)** . L'Europe vient d'avouer le résultat de sa campagne pour qu'ils s'engagent volontairement à utiliser du plastique recyclé. Malgré une prolongation et la modestie de l'objectif (10 millions de tonnes en cumul d'ici à 2025) les engagements n'atteignent que 5 millions de tonnes, soit seulement la moitié du tonnage espéré.

La protection de l'air et le traitement des eaux représentent presque la moitié des investissements antipollution des entreprises

En millions d'euros en 2016*



*ÉTABLISSEMENTS DE 20 SALARIÉS OU PLUS

« LES ÉCHOS » / SOURCE : INSEE